

Le Monde, 16 March 2015

Entretien avec Klaus Regling

Quel est l'état des finances grecques ? Certaines sources disent que le pays sera à court de liquidités fin mars.

Nous n'en avons toujours pas une idée claire. C'est pour cela qu'il était important que le travail technique commence - les représentants des créanciers sont à Athènes depuis jeudi 12 mars - . Athènes a communiqué la semaine dernière ses revenus fiscaux pour janvier 2015, qui confirment notre crainte : le surplus budgétaire primaire a diminué, peut-être disparu. Du côté des dépenses, le gouvernement grec veut présenter à son parlement de nouvelles mesures - humanitaires - . Il faudra vérifier combien coûteront ces mesures.

N'est-il pas possible de débloquer par avance des prêts au pays dans le cadre du deuxième plan d'aide ?

C'est à l'Eurogroupe - réunion des ministres des finances de la zone euro - de décider, et il a très clairement dit que l'argent ne peut être débloqué avant que la " revue " par les " institutions " - l'ex- " troïka " des créanciers - du deuxième plan d'aide à la Grèce, ne soit terminée. Il faut que les parties s'entendent sur un niveau de déficit public, de surplus primaire, une liste de réformes à lancer. Il est souhaitable qu'une solution soit trouvée au plus tard fin avril. Mais pour les créanciers de la Grèce, et pour la Grèce elle-même, le plus tôt sera le mieux. Mais cela va prendre un peu de temps : cela fait près de huit mois que les " institutions " ne sont pas allées sur place.

Quelles réformes le gouvernement grec devrait-il prioriser ?

Nous sommes habitués aux changements de gouvernement en plein programme d'aide : nous avons vécu cela aussi en Irlande. Les " institutions " n'ont pas de problèmes avec cela, à condition que la dette puisse être considérée comme viable dans la décennie à venir. Il doit y avoir un accord global sur le budget cette année. Tant qu'on reste dans cet accord, des ajustements peuvent être proposés et les réformes priorisées. Si nous constatons que la situation économique s'est dégradée à Athènes, cela pourrait être une raison de revoir à la baisse l'objectif de surplus primaire initialement prévu de 3 % du PIB cette année. Tout n'a pas à être exactement comme ce qui a été décidé il y a deux ans, il reste des flexibilités.

Pensez-vous qu'il faut revoir le rôle de l'ex- " troïka " ?

Les symboles sont importants et cela a été pris en compte. A part cela, l'Eurogroupe a demandé aux " institutions " de travailler en son nom pour vérifier les réformes, le budget du pays, et lui en faire un compte rendu. Les ministres des finances ont pris la responsabilité politique des décisions, mais ils ne peuvent pas faire le travail technique. Nous, en tant que principal créancier, participons aux réunions.

Notre présence va devenir plus systématique. Nous n'avons pas à jouer le même rôle que l'ex- " troïka ". Mais nous devons être au courant des derniers développements des négociations afin d'être prêts à réaliser si besoin des opérations de levées de fonds sur les marchés. Car avant d'accorder un prêt, nous devons aller lever de l'argent sur les marchés.

Pensez-vous que le risque de " Grexit " est réel ?

Le " Grexit " n'est pas un objectif politique. Tous les gouvernements de la zone euro veulent que la Grèce reste dans la zone euro, nous connaissons aussi les sondages en Grèce qui montrent qu'une grande partie de la population le souhaite aussi. C'est une bonne base qui doit rendre possible un accord.

Croyez-vous au risque de " Grexident " ?

C'est la responsabilité commune du gouvernement grec, des institutions et des ministres de finances de l'union monétaire d'éviter qu'une sortie accidentelle de la Grèce de la zone euro se produise.

Un troisième plan d'aide sera-t-il négocié après la fin de cette revue ?

En principe, c'est possible, l'Eurogroupe a parlé de " futur arrangement " le 20 février. Mais le premier ministre Tsipras a dit qu'il ne voulait pas d'un nouveau programme ni de nouveaux prêts. Il y a donc encore beaucoup d'incertitudes sur ce point. L'Europe, de son côté, a donné des indications claires : si une aide financière supplémentaire est nécessaire, et si les conditions sont réunies, elle étudierait la demande favorablement.

Quel conseil donneriez-vous à M. Tsipras et M. Varoufakis, dont la communication est peu appréciée à Bruxelles ou à Berlin ?

Ce n'est pas mon rôle de donner des conseils au premier ministre grec. Je rencontre en général à mon niveau plutôt le ministre des finances. Dans ces réunions, plusieurs personnes ont déjà insisté auprès de M. Varoufakis pour dire que ce n'est pas possible d'avoir des communications différentes dans différents endroits, cela n'aide pas les négociations. Je pense que cela a été compris côté grec. Nous devons aussi laisser le temps à ce gouvernement, qui a été élu il y a seulement sept semaines, de prendre ses marques. En général, on donne 100 jours à un gouvernement. Dans le cas de la Grèce, on est un peu pressé par le temps.

propos recueillis par Cécile Ducourtieux